

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

N° 380 du 12.08 au 18.08

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré à part

Résistance

Détails par région:

Décompte des pertes humaines

1 Politique Palestinienne (en Palestine toujours occupée)

2 Politique Israélienne

3 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Iman & Khalil : L'écossais, Khalil, repart en Ecosse et l'Egypte refuse l'aide médicale pour Gaza.

5-2 Vidéo : chanson 'Free Gaza'.

5-3 Vidéo Shahid Yusuf Ahmad Amira's funeral.

5-4 Résistance en Palestine : Entretien avec Saïd Bouhamama.

5-5 Pas de condamnation pour les assassins du cameraman de Reuters.

5-6 Le bloc du journaliste affirme les conditions dangereuses de l'enlèvement du journaliste Sabri.

6 Les brèves

6-1 Al-Qadoumi averti de la présence des collaborateurs avec l'occupation au congrès du Fatah.

6-2 « Ceux qui tirent des fusées collaborent avec Israël ».

6-3 Les Forces de l'Autorité Palestinienne agressent des civils pendant les funérailles d'un garçon qui a été tué par l'armée israélienne près de Ramallah.

6-4 Violations colonialiste et action contre le Mur de la Honte : Une journée très ordinaire en Palestine.

6-5 Abou Marzouq : la fermeture du passage de Rafah reflète une image inhumaine et inacceptable.

7 Dossiers

7-1 Point de vue de Zeev Sternhell : Entre Hébron et Yitzhar*, le sionisme se meurt.

7-2 Point de vue de Stuart Littlewood : Le deux poids deux mesures guident la diplomatie occidentale.

8 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

8-1 Felipe Pérez Roque : Le Mouvement des pays non alignés appelle à la fin de l'occupation israélienne.

8-2 Gilad Shalit et Salah Hamouri.

8-3 La révolte de Ni'lin se poursuit et les forces de l'occupation torturent les manifestants.

8-4 Soutenir la procédure judiciaire historique de Bill'in.

Tiré à part :

Un rapport policier interne, publié vendredi par le quotidien Haaretz, fait par ailleurs état d'une augmentation sensible des agressions commises contre des Palestiniens par des colons ou de heurts de colons avec la police et l'armée.

Selon ce rapport, 429 incidents ont été enregistrés dans les six premiers mois de l'année contre 551 pour toute l'année 2007.

AFP

publié le samedi 16 août 2008

<http://www.france-palestine.org/article9584.html>

Abu Redeinah : Notre peuple n'accepte qu'un Etat viable avec Jérusalem pour capitale

Le porte-parole de la présidence, Nabil Abu Redeinah, a déclaré que le peuple palestinien n'accepterait qu'un Etat viable avec une continuité géographique sur les territoires occupés en 1967.

Commentant des informations diffusées dans les média israéliens sur un document sur le statut final, qui exclut Jérusalem et le droit du retour aux réfugiés, proposé par Ehoud Olmert, le porte-parole a dit : 'nous refusons une telle proposition. Notre peuple n'accepte qu'un Etat viable avec Jérusalem pour capitale.'

Abu Redeinah a ajouté qu'Israël voulait se délier du processus de paix et des accords d'Annapolis, qui exigent le gel des activités coloniales et l'établissement d'un Etat palestinien contigu à Israël.

Il a appelé la communauté internationale à faire pression sur Israël pour respecter ses engagements dans le processus de paix.

Wafa-

13 août 2008,

<http://french.wafa.ps/?action=detail&id=4456>

Il n'y a pas de vents contraires pour celui qui sait où il va

Les bateaux du petit mais courageux mouvement Free Gaza sont en mer.

Lauren Booth, l'imprévisible belle-soeur de M. Tony Blair, les a photographiés, décrits comme magnifiques !

Voici le Liberty

15 personnes naviguent en ce moment vers Chypre où 20 autres personnes embarqueront au milieu de la semaine, cap sur Gaza où leur arrivée est prévue à partir de jeudi.

On apprend à l'instant, de source non officielle, que le gouvernement israélien est très agacé et répète que ces deux bateaux n'ont pas le droit d'aller à Gaza.

Silvia Cattori

10 AOÛT 2008 |

<http://www.silviacattori.net/article506.html>

L'enclave Israélienne au Moyen-Orient est un projet occidental,

Il suffit pour s'en persuader de calculer les aides que lui verse l'Occident depuis plus de 60 ans.

Les Palestiniens n'ont pas comme occupant clairement délimité seulement le truc que l'industrie de la

propagande portée au rang d'arme massive et de haute précision s'acharne à nous décrire comme la seule démocratie du Moyen-Orient.

L'entité Israélienne est européenne et secondairement étasunienne et européenne, c'est cela le miracle. Le miracle c'est l'Entente entre les anciennes puissances rivales pour compenser leur renoncement à une colonisation in situ de cette région essentielle stratégiquement par le maintien d'une petite enclave si précieuse qu'elle a été dotée de l'arme nucléaire quand à tous les pays était imposée par la menace et le chantage la signature du traité de non prolifération.

Déjà dans les années 70 un observateur avait déclaré qu'en cas d'attaque d'Israël, la troisième guerre mondiale serait déclenchée en quelques minutes.

Si Berlin était attaqué, cela prendrait plusieurs heures.

Le système capitaliste (particulièrement le financier tant que c'est Wall Street qui est le pourvoyeur de fonds de l'enclave) qui sous-tend cette chimère sioniste va-t-il survivre aux crises bancaires qu'il a secrétées et à la crise climatique qu'il a générée ?

14 août

<http://www.convergencescauses.com/content/view/1343/60/>

13-08 au 18-08: Peuple Palestinien : 11 blessés
Occupants : 0 tué -0 blessé

1 Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

Haniyeh appelle l'égyptien et l'Arabie Saoudite à briser le blocus imposé contre Gaza.

Le premier ministre au gouvernement d'unité nationale, Ismaïl Haniyeh, a appelé l'Égypte et l'Arabie Saoudite, à prendre une décision rapide d'ouvrir le passage de Rafah et de briser le sévère blocus sioniste imposé contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza.

Haniyeh a également refusé l'intervention des forces arabes ou étrangères dans la bande de Gaza, tout en appelant au dialogue national.

16/08/

CPI

1-2 Les analyses (du processus de paix).

Al-Masri : La fermeture du passage de Rafah exprime l'absence de confiance

Un responsable du mouvement du Hamas a dévoilé que les résultats faibles des efforts égyptiens dans les dossiers des captifs, de l'accalmie et du dialogue national augmentent les pressions contre le mouvement du Hamas pour chercher un médiateur international capable de faire avancer ces dossiers.

Le membre du mouvement du Hamas au conseil législatif palestinien Mouchir Al-Masri a dit, dans des déclarations à Qods Press, que son mouvement s'attache au médiateur égyptien jusqu'à maintenant, malgré les pressions de grandes personnalités palestiniennes pour changer de médiateur.

Il a déclaré que l'insistance de l'Égypte à continuer la fermeture du passage de Rafah exprime l'absence de confiance entre la direction égyptienne et les Palestiniens.

Al-Masri a souligné que l'accalmie a frappé l'espoir des Palestiniens envers la direction égyptienne à cause de son échec à obliger les Sionistes à satisfaire les conditions de la trêve.

http://www.alterinfo.net/Europeens-!-Arretez-de-nous-torturer_a22793.html

1-4 Les grandes manœuvres.

16-07

Le Hamas a démenti les paroles arrogantes publiées par les services de sécurité de Mahmoud Abbas, de la ville de Tulkarem, signalant l'existence de groupes appartenant au Hamas qui de seraient introduit dans la ville. Le Hamas considère que ces allégations représentent une justification incorrecte aux citoyens qui expriment leur colère envers les pratiques de ces services.

Le mouvement a ajouté que les services de sécurité d'Abbas affirment poursuivent le même chemin que le gouvernement illégal de Fayyad.

Mercredi 16 Juillet 2008

14-08

Bil'in a entamé une procédure judiciaire contre deux entreprises établies à Montréal (Green Park et Green Mount) qui construisent et vendent des habitations dans les territoires occupés. Le droit international stipule que les colonies sur des terres occupées sont illégales. Par conséquent, les activités de ces deux entreprises contreviennent à la Quatrième Convention de Genève. Mark Arnold, avocat canadien de Bil'in, en entretien (en anglais) avec Mordecai Briemberg pour Redeye - Coop Radio (Vancouver)

[Redeye - Coop Radio - Télécharger l'entretien \(mp3, 13 minutes\)](#)

1-13 Déclaration et situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

14-08

Le ministre des captifs au gouvernement illégal de Salam Fayyad, Achraf Ojroumi, a dévoilé, dans une déclaration à un site internet, que la direction de l'autorité palestinienne à Ramallah et le mouvement du Fatah ne veulent pas la libération du dirigeant du Fatah Marwan Al-Barghouthi dans le cadre de l'opération d'échange de prisonniers dirigée par le mouvement du Hamas, en échange de la libération du soldat capturé par la résistance palestinien à Gaza, Gilad Shalit.

http://www.alterinfo.net/Europeens-!-Arretez-de-nous-torturer_a22793.html

2 Politique Israélienne

2-4 Les grandes manœuvres...

Adam Entous et Avida Landau : Olmert écarte tout retour en Israël de réfugiés palestiniens

Olmert a indiqué au président Abbas qu'Israël n'autoriserait pas le retour de réfugiés palestiniens dans le cadre d'un futur accord sur la création d'un Etat, annoncent les services d'Olmert.

Ce communiqué officiel a été diffusé en réponse à des articles selon lesquels Olmert était prêt à faire entrer en Israël 2.000 réfugiés par an, pendant dix ans, dans le cadre d'un accord établissant un Etat palestinien dans la majeure partie de la Cisjordanie et l'ensemble de la bande de Gaza.

"Le Premier ministre n'a jamais offert d'absorber 20.000 réfugiés en Israël. Le Premier ministre répète à nouveau qu'en vertu de tout accord futur, il ne saurait y avoir de retour de réfugiés palestiniens en Israël, quel qu'en soit le nombre", a fait savoir le bureau d'Olmert.

Le chiffre de 20.000 avait été avancé par le quotidien israélien Haaretz dans son édition de jeudi, et confirmé par des responsables israéliens proches du dossier, avant le démenti opposé par Olmert.

Un proche collaborateur de Mahmoud Abbas, Nabil Abou Rdainah, a qualifié d'"inacceptable" la position d'Olmert sur la question, ultra-sensible chez les Palestiniens, des réfugiés.

"Les fuites sur cette question et d'autres aspects des pourparlers de paix, comme une proposition israélienne visant à reporter les discussions sur Jérusalem, visaient à persuader la communauté internationale qu'il faudrait imputer aux Palestiniens tout éventuel échec des négociations", a-t-il dit à Reuters.

700.000 PERSONNES

Pour ce proche du président de l'Autorité palestinienne, tout règlement final doit comprendre un Etat palestinien sur la totalité de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, ainsi qu'une solution équitable de la question des réfugiés.

Quelque 700.000 personnes, soit la moitié de la population arabe de Palestine en mai 1948, ont fui ou ont été expulsées lors de la création de l'Etat d'Israël.

Le retour de ces réfugiés et de leurs descendants, aujourd'hui au nombre de 4,5 millions, compromettrait l'existence d'Israël en tant qu'Etat juif, affirme le gouvernement.

Toutefois, si Olmert rejette depuis longtemps les demandes palestiniennes pour le retour des réfugiés et de leurs familles, des responsables israéliens avaient indiqué que le Premier ministre était prêt à accepter d'accueillir un nombre très limité d'entre eux en guise de geste "humanitaire".

Les plus grandes communautés de réfugiés palestiniens en dehors de la bande de Gaza et de la Cisjordanie se trouvent en Jordanie, en Syrie et au Liban.

Les pourparlers de paix entre Olmert et Abbas, relancés en novembre, n'ont pas permis de progrès notable, en raison du climat de violences et des désaccords liés à la colonisation israélienne.

De plus, Olmert a annoncé le 30 juillet qu'il quitterait son poste en septembre, anéantissant ainsi de l'avis général toute chance d'obtenir un accord sur la création d'un Etat palestinien avant la fin de l'année.

[Adam Entous et Avida Landau](#)

Reuters –

Jeudi 14 août, 15h59

[Version française Gregory Schwartz et Jean-Loup Fievet](#)

2-7 Diplomatie & engagements.

Barak est prêt à payer le prix de la libération de Shalit

14-08

Le ministre de la guerre Ehud Barak a dévoilé que son gouvernement est prêt à payer le prix de la libération du soldat Gilad Shalit, capturé et détenu par les factions de la résistance palestinienne dans la bande de Gaza depuis plus de deux ans.

Cette déclaration est venue après que le mouvement du Hamas a affirmé qu'il n'abandonne pas ses conditions pour la libération de Shalit dans le cadre d'une opération d'échange de prisonniers.

La radio hébreu officielle a rapporté que Barak a dit, hier soir, mardi 12/8, qu'il va y avoir de grands développements pour la question du soldat sioniste capturé à Gaza, Gilad Shalit.

Barak a dit, devant une assemblée électorale pour soutenir le candidat du parti travailliste à la municipalité de l'occupation à Dimona, que l'Etat de l'occupation est prêt à payer le prix de la libération de Shalit.

http://www.alterinfo.net/Europeens-l-Arretez-de-nous-torturer_a22793.html

2-8 Violations colonialiste.

Israël reporte l'évacuation de Migron (la plus grande colonie sauvage de Cisjordanie)

Le gouvernement israélien a renoncé à faire évacuer pour l'heure la plus importante des colonies sauvages construites sans son autorisation en Cisjordanie occupée, a-t-on appris vendredi 14 août auprès du ministère de la Défense.

Ce ministère a informé jeudi la Cour suprême que les colons de Migron, qui occupent des terres privées palestiniennes, pourront rester sur place aussi longtemps qu'une nouvelle colonie ne sera pas construite à proximité pour les accueillir, selon une porte-parole de la Défense. Aucune date n'a cependant été fixée pour le transfert des colons vers le nouveau site.

La porte-parole a précisé à l'AFP qu'un accord avait « été signé avec le Conseil représentatif des implantations juives en Cisjordanie (Yesha) en vue du transfert de Migron sur un autre site ».

« Nous nous sommes engagés auprès du tribunal à annoncer dans les 45 jours le nouvel emplacement de Migron. L'implantation sera reconstruite sur des terres domaniales, dans la région, et deviendra un quartier d'une implantation existante », a-t-elle précisé

Mais pour l'heure les colons de Migron ont annoncé qu'ils refusaient d'évacuer, même si Yesha donne son accord. Ils sont soutenus par l'aile la plus extrémiste des colons, notamment par un petit groupe de rabbins qui interdisent une évacuation de « toute parcelle de la Terre promise ».

En janvier le gouvernement s'était engagé auprès de la Cour à évacuer Migron d'ici août, disant s'efforcer de trouver un accord à l'amiable avec les colons.

Migron compte quelque 200 résidents installés dans plusieurs maisons en dur et des dizaines de mobile homes, ainsi qu'une synagogue, un bain rituel, un jardin d'enfants et des serres, le tout relié par Israël au réseau électrique et protégé par l'armée.

Le mouvement israélien anti colonisation La Paix Maintenant a dénoncé ce nouveau report de l'évacuation.

« Le gouvernement a capitulé devant les menaces des colons d'user de la violence s'ils étaient évacués, alors qu'ils occupent en toute illégalité des terres privées palestiniennes », a déclaré à l'AFP son dirigeant Yariv Oppenheimer.

« Nous n'acceptons pas le cadeau qui est fait aux colons, qui obtiennent en compensation de leur action illégale la construction d'une nouvelle colonie » a-t-il ajouté, indiquant que La Paix Maintenant poursuivrait son action en justice pour obtenir le démantèlement de Migron.

L'avocate Talia Sasson, qui avait été chargée en 2004 par le gouvernement d'examiner le statut juridique des points de colonisation, a jugé la position du gouvernement « pour le moins étrange ».

« Migron a été érigé de façon frauduleuse, sur des terres privées prises à des Palestiniens. Or les mêmes colons qui avaient violé la loi, voient leur action cautionnée », a-t-elle déclaré à la radio publique.

Dans son rapport au gouvernement, cette ancienne responsable au ministère de la Justice relevait que les autorités, et en particulier le ministère de la Défense, fournissaient en sous-main un appui massif aux colonies sauvages.

Un rapport policier interne, publié vendredi par le quotidien Haaretz, fait par ailleurs état d'une augmentation sensible des agressions commises contre des Palestiniens par des colons ou de heurts de colons avec la police et l'armée.

Selon ce rapport, 429 incidents ont été enregistrés dans les six premiers mois de l'année contre 551 pour toute l'année 2007.

Israël s'est engagé à plusieurs reprises auprès de Washington à démanteler les colonies sauvages de Cisjordanie, au nombre d'une centaine selon La Paix Maintenant.

Aux yeux de la communauté internationale, toutes les colonies dans les territoires occupés depuis juin 1967 sont illégales.

AFP

publié le samedi 16 août 2008

<http://www.france-palestine.org/article9584.html>

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

Israël va libérer 200 prisonniers palestiniens

Le gouvernement israélien a approuvé dimanche la prochaine libération de quelque 200 prisonniers palestiniens en vue de "renforcer" les efforts de paix et le président palestinien Mahmoud Abbas, ont annoncé des responsables israéliens.

Un de ces responsables, qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat, a indiqué que le gouvernement avait approuvé une liste de noms mais qu'un processus d'appel de la part des familles de victimes israéliennes pouvait encore être engagé.

Selon cette source, deux auteurs d'attentats, commis à la fin des années 1970 et ayant coûté la vie ou blessés des Israéliens, devraient faire partie des détenus libérés.

Des responsables israéliens ont précisé qu'un comité ministériel devait se réunir lundi pour donner le feu vert définitif à ces libérations.

Début août, à l'issue d'une réunion entre le Premier ministre Ehud Olmert et Mahmoud Abbas, Israël avait annoncé la prochaine libération de plus de 150 prisonniers palestiniens, avançant la date du 25 août.

Ces libérations sont une "mesure de confiance envers le président palestinien Mahmoud Abbas afin de renforcer les modérés" parmi les Palestiniens, a souligné dimanche Mark Regev, le porte-parole du Premier ministre Ehud Olmert.

"Nous espérons que cette (décision) aidera à renforcer le processus de paix", a-t-il ajouté.

"Je préfère libérer des prisonniers palestiniens pour Mahmoud Abbas plutôt que pour le Hamas", le mouvement islamiste qui contrôle la bande de Gaza, a de son côté déclaré peu avant le vote, Zeev Boim, ministre de l'Habitat, un proche de M. Olmert.

Le parti ultra-orthodoxe Shass, membre de la coalition gouvernementale, a en revanche voté contre. "Il s'agit d'une mauvaise décision car elle réduit les chances de retour de Gilad Shalit", a estimé Eli Yishaï, ministre du Commerce et de l'Industrie.

Israël détient plus de 11.000 prisonniers palestiniens, et leur libération est l'une des principales revendications de l'Autorité palestinienne.

AFP

17/8

5 Médias/Vidéos

5-1 Iman & Khalil : L'écossais, Khalil, repart en Ecosse et l'Egypte refuse l'aide médicale pour Gaza.

Khalil rentre chez lui après les autorités égyptiennes aient refusé l'entrée de la camionnette remplie de médicaments donnés par le peuple écossais à la population de Gaza.

Dans une vidéo tournée à la frontière de Gaza, Khalil s'adresse au gouvernement égyptien, aux Palestiniens et au monde : Merci au gouvernement égyptien.... Ouvrez les frontières : Ca suffit maintenant ! TROP, C'EST TROP !

VOIR VIDEO : <http://www.ism-suisse.org/news/>

Iman & Khalil

17/8

5-2 Vidéo : chanson 'Free Gaza'.

<http://de.youtube.com/watch?v=ATLNx8k8FU0>

Voir :

Le [site web de Free Gaza](#)

les biographies des participants et les interviews video d'une dizaine d'entre eux sous le lien :

<http://www.silviacattori.net/article502.html>

La [chanson composée pour le voyage](#)

La deuxième chanson : Stay with you (from the Cyprus shore a boat) :

<http://www.youtube.com/v/XCAv6xgg4lw>

5-3 Video Shahid Yusuf Ahmad Amira's funeral.

<http://www.convergencedescauses.com/>

5-4 Résistance en Palestine : Entretien avec Saïd Bouhamama.

http://www.dailymotion.com/video/x6d6pm_resistance-en-palestine-cap-said-bo_news

5-5 Pas de condamnation pour les assassins du cameraman de Reuters.

Le PCHR condamne la décision du tribunal israélien qui a blanchi les soldats qui ont tué le cameraman de Reuters

Le PCHR a fait jeudi 14 août un communiqué de presse condamnant le tribunal israélien et le procureur militaire pour avoir blanchi l'équipage d'un char qui a tiré un obus sur le véhicule de Reuters il y a 4 mois et qui a tué le cameraman de Reuters, Fadel Shana'a et plusieurs autres Palestiniens dans le camp de réfugiés de Al Boreij au centre de la bande de Gaza.

[1] Le procureur militaire a décidé mercredi 13 août que les soldats avaient agi conformément aux instructions de l'engagement sur le terrain [2].

Selon le PCHR, cette décision de justice reflète "l'échec chronique" d'Israël et de son armée à enquêter sur les centaines de crimes commis par les militaires (israéliens) contre les civils (palestiniens) et les journalistes dans les territoires occupés.

Le PCHR ajoute que cette décision souligne aussi la nécessité de s'adresser à la Cour internationale de Justice.

Selon le PCHR, depuis le début de la deuxième Intifada (Al Aqsa) en septembre 2000, les soldats israéliens ont tué 9 journalistes dont deux reporters internationaux et blessé 170 journalistes ou membres des médias.

[1] un secouriste relève le corps d'un adolescent tué par le missile alors que Shana'a git sur le sol près de la voiture de presse

[2] selon le NouvelObs, L'armée israélienne justifie la mort d'un cameraman de Reuters

L'enquête menée par Tsahal après la mort du cameraman de Reuters Fadel Chana, fauché le 16 avril à Gaza par un tir de char israélien, justifie l'action des tankistes qui avaient pris pour cible le jeune journaliste palestinien, une conclusion que Reuters conteste fermement.

L'avocat général militaire israélien Avihai Mendelblit a communiqué mardi à Reuters le résultat de l'enquête réclamée par l'agence, assurant que la décision de tuer Chana était « fondée » parce que les tankistes, après avoir consulté par radio leurs supérieurs, ont présumé qu'ils avaient affaire à un élément « hostile ». Après avoir rappelé que trois soldats israéliens avaient été tués et un char endommagé par un tir de RPG ce jour-là à Gaza, l'armée israélienne relève que Chana avait placé sur son trépied « un objet noir » pointé sur le char. Elle ajoute que les tankistes ont (sic) « établi avec certitude qu'il s'agissait d'un missile antichar, d'un mortier ou d'une caméra de télévision ».

Selon les faits établis par Reuters, Chana, qui était âgé de 24 ans, a succombé à plusieurs fléchettes libérées par l'explosion en l'air d'un obus à sous-munitions tiré par le char qu'il était en train de filmer à distance.

Le cameraman et son preneur de son, Abou Mizyed, qui a été blessé au poignet, portaient tous deux des gilets pare-balles indiquant clairement en grosses lettres fluorescentes leur appartenance à la presse lorsqu'ils sont descendus de leur véhicule 4x4 arborant également les sigles « Press » et « TV ». Le rapport d'un cabinet de sécurité indépendant consulté par Reuters confirme que Chana a eu un « comportement professionnel » et avait pris « toutes les précautions raisonnables ».

Imemc / PCHR

15 août 2008

<http://www.imemc.org/article/56553>

titre, choix de photos et traduction : CL, Afps

<http://www.france-palestine.org/article9576.html>

5-6 Le bloc du journaliste affirme les conditions dangereuses de l'enlèvement du journaliste Sabri.

Le bloc du journaliste palestinien en Cisjordanie a affirmé les dangereuses conditions de l'arrestation du journaliste palestinien, Moustafa Sabri, membre du syndicat des journalistes palestiniens, dans les prisons des services de sécurité qui appartiennent au président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, en Cisjordanie.

Dans un déclaration de presse, le bloc a appelé tous les journalistes et les organisations des droits de l'homme et de la garde des libertés à intervenir immédiatement pour arrêter les agressions continuelles contre le journaliste, Sabri, qui vit des conditions très difficiles dans les prisons d'Abbas.

Il a appelé tous les journalistes dans la bande de Gaza et en Cisjordanie à presser pour garantir la libération du journaliste Moustafa Sabri, captif dans les prisons d'Abbas .

Le bloc a dit que les services de sécurité d'Abbas portent toute la responsabilité de sa vie menacée à cause des tortures continuelles.

On souligne que le journaliste Moustafa Sabri vit des conditions très difficiles dans les prisons d'Abbas depuis son arrestation avant cinq jours et que les services de sécurité d'Abbas refusent de le libérer.

CPI

04/08

<http://www.palestine>

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7O6IKOKXx8IN5bCQsbU07Vo2fcgVW5J9szs7looJF3%2bvkVfWrTGOuqqOLK23hoYfmUwjdaykg31gFXDobUfxIihoPiUjS%2fTKg43SHNaNISdl%3d](http://www.palestine.info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7O6IKOKXx8IN5bCQsbU07Vo2fcgVW5J9szs7looJF3%2bvkVfWrTGOuqqOLK23hoYfmUwjdaykg31gFXDobUfxIihoPiUjS%2fTKg43SHNaNISdl%3d)

6 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

6-1 Al-Qadoumi averti de la présence des collaborateurs avec l'occupation au congrès du Fatah.

Le président du département politique de l'OLP, Farouk Al-Qadoumi a averti, hier vendredi 15/8, dans un communiqué, de la probabilité de la présence des collaborateurs avec l'occupation au cas d'organiser le sixième congrès du mouvement du Fatah dans les territoires palestiniens.

Al-Qadoumi a précisé sur l'importance de tenir le sixième congrès du mouvement du Fatah à l'étranger pour éviter la participation des collaborateurs avec l'occupation dans la réunion du congrès.

Des observateurs ont considéré que ces alertes d'Al-Qadoumi soulignent à la liaison de certains leaders du Fatah à l'occupation sioniste.

Des sources au mouvement du Fatah ont affirmé que les branches du mouvement à Amman, Caire et à Ramallah n'arrivent pas à un accord autour le lieu du sixième congrès du mouvement du Fatah, où le président Abbas veut le tenir dans les territoires palestiniens et promet de lancer des cartes de visites au dirigeants du mouvement pour garanti leur présence, alors que la majorité des leaders du comité central refuse cette proposition, en insistant de tenir le congrès à l'étranger.

Des sources proches d'Al-Qadoumi ont dit au correspondant du centre palestinien d'information, qu'Abbas viser à imposer des pensées et programmes d'un travail politique qui repend aux plans sionistes

Farouk Al-Qadoumi

16/08

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s74yWXF9n8VfdUIZylZvejyAl4BOYufrFEGcfuiuEmeqlvp8gEqZ95FI%2b4ZgunG%2b%2btukXCn9jmxDTN0%2f5Q67lgUHLdbvKyjfeJUxqma%2fucbl%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s74yWXF9n8VfdUIZylZvejyAl4BOYufrFEGcfuiuEmeqlvp8gEqZ95FI%2b4ZgunG%2b%2btukXCn9jmxDTN0%2f5Q67lgUHLdbvKyjfeJUxqma%2fucbl%3d)

6-2 « Ceux qui tirent des fusées collaborent avec Israël »

Ceux qui ont tiré les fusées sur Sderot ce lundi sont des « collaborateurs avec Israël, » a déclaré mardi matin Mahmoud Al Zahar à la station de radio « La Voix d'Al-Quds ». Al Zahar faisait référence aux fusées artisanales qui sont tombés près de la ville frontalière israélienne lundi après-midi, entraînant la décision d'Ehud Barak, le ministre israélien de la défense, de bloquer complètement les frontières avec la bande de Gaza. Les projectiles n'ont provoqué ni dommages ni blessés.

« Quant aux envois de projectiles, je pense que ceux qui sont derrière cela sont des traîtres parce que toutes les factions palestiniennes sont d'accord sur le cessez-le-feu, et ceux qui ont fait cela ont des contacts avec Israël qui est toujours à la recherche de prétextes pour exercer une pression sur les Palestiniens, » a expliqué Al Zahar.

« Les Israéliens veulent lier cette question avec l'échange de prisonniers, ce que nous avons dès le début refusé. Mais les Israéliens essayent de maintenir cette politique, et c'est sérieux parce que si cette politique se poursuit, les gens pourraient se détourner de l'accord de cessez-le-feu » a ajouté Al Zahar.

Questionné quant à son évaluation du cessez-le-feu, Al Zahar a déclaré : « d'abord, il ne correspond pas au minimum voulu. En second lieu, il avait été convenu que les passages frontaliers seraient complètement ouverts et nous avons rejeté l'idée d'une ouverture progressive excepté si c'est en deux étapes, la première devant avoir lieu après trois jours, et la seconde devant débuter dix jours après le début du cessez-le-feu. Et troisièmement, il devrait y avoir une évaluation quotidienne des expéditions de marchandises. »

Selon Al Zahar, l'Egypte, qui joue le rôle de médiateur dans le cessez-le-feu, a informé Israël lundi que la fermeture était « inacceptable. » le Hamas était en contact avec l'Egypte ce lundi.

« Les Egyptiens ont jusqu'ici joué un rôle actif, car ils transmettent des messages des deux côtés et ils essayent de faire pression sur les Israéliens. Mais Israël exerce ses propres pressions sur les Egyptiens aussi

bien que d'autres parties [les Etats-Unis, l'UE, le Fatah... - N.d.T], » a expliqué Zahhar.

Interrogé sur la frontière de Rafah, particulièrement après ce que le porte-parole du ministère égyptien des affaires étrangères a déclaré hier, Zahhar a indiqué : « Le Hamas a une vision claire quant à la participation de tous les côtés pour contrôler ce point frontalier, mais Ramallah [l'Autorité dirigée par le Fatah et soutenue par les Etats-Unis - N.d.T] emploie toujours la frontière de Rafah comme moyen de pression devant entraîner un effondrement dans la bande de Gaza. »

Il a poursuivi en disant qu'en dépit de tous les succès remportés dans Gaza, certains « individus diaboliques » croient toujours que la faim et les privations imposées au peuple peuvent représenter le salut pour eux.

Quant à ouvrir en partie la frontière de Rafah, il ajoute : « Les Egyptiens disent qu'ils préparent une formule, mais que quelques soucis les en empêchent, comme le chaos qui s'est produit la dernière fois. Nous leur avons donné une liste de 2000 personnes, et ils ont donné leur accord pour 450 malades seulement. Nous ne sommes pas d'accord qu'ils laissent seulement passer des malades, parce qu'il y a des cas spéciaux, des étudiants et beaucoup d'autres. »

Mahmoud Al Zahar - Ma'an News

http://www.alterinfo.net/Europeens-l-Arretez-de-nous-torturer_a22793.html

12 août 2008 - Ma'an News Agency - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.maannews.net/en/index.ph...>

[Traduction : Info-Palestine.net]

Lire également :

Checkpoint Charlie à la frontière de Rafah

6-3 Les Forces de l'Autorité Palestinienne agressent des civils pendant les funérailles d'un garçon qui a été tué par l'armée israélienne près de Ramallah.

Les forces de sécurité palestiniennes fidèles au président palestinien Mahmoud Abbas du Fatah ont attaqué les funérailles d'un garçon palestinien lundi après-midi. Le garçon a été tué par l'armée israélienne la semaine dernière à Nilin.

Les villageois de Nil'in sont allés chercher le garçon à l'hôpital gouvernemental de Ramallah, lundi après-midi et ont marché en direction du village pour ses funérailles. Des agents de la sécurité palestinienne ont attaqué les manifestants et ont arrêté au moins cinq jeunes locaux.

Des témoins ont dit au journaliste de l'IMEMC pendant les funérailles que les officiers de l'Autorité Palestinienne ont attaqué et arrêté les jeunes hommes parce qu'ils tenaient des drapeaux du Hamas.

Selon les villageois, le corps de Amira a été renvoyé à l'hôpital et les villageois refusent de quitter les rues jusqu'à ce que la police palestinienne libère les hommes arrêtés.

Selon des sources dans le village de Nil'in, l'armée israélienne a envahi le village et a établi des postes de l'armée dans tout le village dès que l'enterrement a commencé.

Le Hamas a pris le pouvoir dans la bande de Gaza en Juin 2007, après avoir mis en déroute les forces du Fatah dans la bande de Gaza.

Le président Abbas a limogé le gouvernement élu du Hamas et a nommé un gouvernement basé dans la ville de Ramallah en Cisjordanie affilié au Fatah.

Au cours de cette fin de semaine, une nouvelle vague d'affrontements ont eu lieu entre le Hamas et le Fatah dans la bande de Gaza. 9 Palestiniens et plus de 100 ont été blessés aux cours de ces confrontations.

Ghassan Bannoura

04-08

Source : <http://www.imemc.org/>

<http://www.ism-suisse.org/news/article.php?id=9596&type=communiqu&lesujet=Non%20Violence>

6-4 Violations colonialiste et action contre le Mur de la Honte : Une journée très ordinaire en Palestine.

11 manifestants ont été blessés par balle alors qu'ils protestaient contre la construction d'une portion du Mur qui leur vole leur terre à Naalin en Cisjordanie.

Une militante internationale suédoise a été battue par l'armée sioniste et a eu une jambe brisée. Ibrahim Amira, membre du comité populaire du village contre le Mur, a été arrêté et remis au Shin Bet.

Les bulldozers du régime de Tel Aviv ont démoli deux maisons dans la région d'Al Achkaria. Les propriétaires n'ont pas été autorisés à soustraire de la destruction le moindre effet personnel. Femmes et enfants étaient encadrés par des gardes-frontières accompagnés de chiens policiers.

Le même jour un projet résidentiel dans le quartier d'Al Aissawia d'Al Qods occupée a été réduit à l'état de gravats. L'occupant poursuit son projet datant d'avant même 1948 de purification ethnique.

Dans la ville de Naplouse, l'armée d'occupation au cours d'une incursion nocturne ou très matinale, elle a eu lieu à deux heures du matin, a arrêté Rami Ghazal 25 ans et Mohamed Ghanem 27 ans.

Des chars, des bulldozers et des jeeps de l'armée d'occupation ont pénétré le sud de la bande de Gaza, à l'est de Khan Younès, près du village de Khuzaa. Les soldats ont procédé à des fouilles, obligeant les fermiers à quitter leurs terres.

Le militaire qui a mené une enquête sur l'assassinat par l'armée du régime sioniste d'un journaliste de l'agence Reuters il y a quatre mois a rendu son avis.

Les soldats ont eu raison d'envoyer sur l'équipe du cameraman et du preneur de son qu'ils venaient de croiser une bombe à fléchettes et deux autres obus dont l'un a détruit leur voiture. Le véhicule était distant d'eux d'un kilomètre et demi et portait l'inscription PRESS visible depuis les drones qui les survolaient.

Pour des raisons de sécurité, alors même que les deux membres de l'équipe portaient le vêtement bleu imprimé du mot Press repérable depuis les deux Merkeva qui venaient juste d'abattre des enfants quelques instants auparavant, il était justifié et raisonnable d'envoyer une munition qui allait répandre ses fléchettes en métal de 4 mm environ sur un diamètre de 300 mètres autour du point d'impact.

Fadal Shana , 24 ans, est mort sur le champ ce 16 avril vers 17 H 40.

Son compagnon a été blessé au poignet.

Six mineurs de moins de 16 ans avaient également 'trouvé' la mort ainsi que deux civils de moins de vingt ans.

Au moins 7 passants avaient alors été blessés.

Aujourd'hui 14 août, la compilation de la presse n'a pas permis de mettre en évidence de Palestiniens décédés directement du fait de l'occupation.

En général, on comptabilise entre 2 à 5 martyrs par jour.

Au cours de cette journée ordinaire, le nombre d'heures cumulées d'attente aux barrages militaires n'est pas chiffrable.

Mal évaluées les tortures infligées aux 11 000 prisonniers.

Impossible à décrire la souffrance des réfugiés dans les camps.

Etc .. Etc..

Sans compter qu'il faudra rajouter une nouvelle rubrique, celle des détenus par l'Autorité palestinienne, emprisonnés et torturés pour le compte de ceux qui financent cette police.

14 août

<http://www.convergencescauses.com/content/view/1343/60/>

6-5 Abou Marzouq : la fermeture du passage de Rafah reflète une image inhumaine et inacceptable.

Damas- CPI

Le mouvement du Hamas a fortement nié toute intention de changer le médiateur égyptien pour l'affaire

d'échange des captifs. Il a affirmé les contacts continuels avec le gouvernement égyptien, en

niaient toute mésentente, malgré la propagande de certains journalistes, après les événements du quartier d'Al Choujaya

Le vice-président du bureau politique du Hamas le Dr. Moussa Abou Marzouq a affirmé lors de ses déclarations au journal "Qods presse" que les propagandes des mésententes entre le Hamas et l'Égypte qui prétende la recherche d'un autre médiateur pour l'accomplir l'affaire d'échange des captifs, ne sont que des rumeurs.

Il a dit : " Au contraire nos contacts sont continuels avec l'Égypte, malgré que l'occupation insiste à désengager au dossier essentiel de la question d'échange des captifs, le Hamas tient à maintenir la médiation égyptienne et toutes les interventions de l'occupation, ont été discutés avec l'Égypte.

Abou Marzouq a nié tout problème avec l'Égypte en ce qui concerne le dossier de l'occasion d'échange des captifs.

Ce dirigeant du Hamas a affirmé les relations normales entre les Hamas et l'Égypte, en précisant que les manifestations qui se sont déroulées près du passage de Rafah en participation des leaders, des députés et des citoyens palestiniens, venaient de la nécessité pour l'ouverture immédiate de ce passage qui représente pour les palestiniens une unique ouverture au monde extérieur.

Il a souligné que ces manifestations sont venues dans le cadre de la volonté du président égyptien, Hosni Mubarak qu'avait dit que l'Égypte traite la situation selon les escalades menaçant la vie des palestiniens assiégés à Gaza.

En outre, Abou Marzouq a réaffirmé que le Hamas n'a aucun problème ou désaccord avec le président égyptien, ni son gouvernement, mais les palestiniens voient que la fermeture persistante du passage de Rafah qu'elle représente une image inhumaine et inacceptable, en condamnant certains journalistes qui ne représentent plus la volonté libre des égyptiens qui soutiennent la résistance et la légitimité palestinienne.

Abou Marzouq

13/08

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qg7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s70dsVWX158blcs5qJvADGS6i2krVelv5zlx23U%2bkQqOQ%2f35Gc%2bKYamkm9zadzvimG6yy2OgNB9aIXjetPNn9kbXeneW8WQghtoy79kkeD8nA%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qg7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s70dsVWX158blcs5qJvADGS6i2krVelv5zlx23U%2bkQqOQ%2f35Gc%2bKYamkm9zadzvimG6yy2OgNB9aIXjetPNn9kbXeneW8WQghtoy79kkeD8nA%3d)

7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

7-1 Point de vue de Zeev Sternhell : Entre Hébron et Yitzhar*, le sionisme se meurt.

"En violation du droit international et de la loi israélienne, en violation des règles élémentaires de justice, en violation de toute logique et des intérêts fondamentaux israéliens, des zones entières ont été confisquées pour les colons, et des sommes folles y ont été englouties."

"Le projet sioniste est un projet de conquêtes", a dit Berl Katznelson en 1929 alors qu'il faisait le bilan des 10 premières années du mouvement Ahdut Ha'Avoda. Il a ajouté : "Ce n'est pas par hasard si j'utilise des termes militaires pour décrire l'établissement d'un pays". Et, de fait, le sionisme a été un mouvement de conquêtes, et tous les moyens ont été autorisés pour y parvenir.

Néanmoins, ce qui était essentiel et donc justifié avant la création de l'État prend de nos jours la forme très moche et violente d'une occupation coloniale, par le régime autoritaire en vigueur dans les territoires, la création de deux systèmes légaux, la mise à disposition de l'armée et de la police au service du mouvement des colons, et le vol des terres palestiniennes. Tout ceci symbolise non pas la réalisation du projet sioniste, mais plutôt son enterrement. C'est là, entre Hébron et Yitzhar, que les colonies enterrent l'État juif et démocratique.

Comme tous les autres régimes coloniaux, les autorités au sein des territoires tentent d'opérer à couvert. Une visite d'Hébron a été organisée par Peace Now il y a trois semaines, et les quelque 250 participants n'ont pas été autorisés à y entrer. La zone a été déclarée 'zone militaire fermée' par le responsable de la Brigade d'Hébron, mais la police d'Hébron n'a pas tenté d'empêcher de jeunes gros durs d'attaquer les participants de cette visite.

La police n'a pas non plus arrêté les véhicules qui entraient ou sortaient librement d'Hébron. On peut donc raisonnablement penser que si des membres du Likoud ou du Parti National Religieux étaient venus en visite, la zone n'aurait pas été fermée et l'armée se serait mise à leur service.

Le responsable de la Brigade d'Hébron est celui qui, en une autre occasion, a été vu à la télévision en train d'arrêter sans ménagements le photographe de B'Tselem. Celui-ci était en train de faire des photos de ce qui se passait autour de lui, et dans les territoires cela constitue un crime grave. Lorsqu'il y a un appareil photo sur place, il n'est plus possible de nier les cas de mauvais traitements et d'humiliations, comme lorsque l'on tire sur un Palestinien ligoté.

Mais le pire de tout ceci, c'est que derrière le commandant de brigade — qui n'est qu'un élément mineur agissant dans le même état d'esprit que ses supérieurs, comme derrière le commandant de bataillon dont l'un des soldats a appuyé sur la gâchette à Ni'lin — on trouve la chaîne entière du commandement dans les territoires. C'est là qu'on trouve ceux qui ont la responsabilité des jeunes soldats placés sous leur commandement.

Néanmoins, au niveau de l'opinion, Ehoud Barak est celui qui porte l'entière responsabilité du partenariat entre les colons et les forces de sécurité. Nous devons y mettre fin sans plus tarder, et mettre fin une bonne fois pour toutes à la culture de la violence prévalant dans les territoires, culture qui nourrit la criminalité juive et les mauvais traitements quotidiens infligés à la population civile palestinienne.

Aller visiter les zones occupées par les colons est une nécessité impérieuse pour quiconque voulant savoir ce qui se passe autour de lui. Quiconque allant sur le terrain comprend immédiatement que le problème ne repose pas sur ce qu'on appelle les avant-postes "illégaux". Si la mauvaise volonté mise à affronter les groupes de gros durs qui bafouent la loi et les décisions gouvernementales est indigne, elle ne constitue pas le plus grand obstacle à la fin de l'occupation. Le fond du problème repose sur le mouvement des colons, sur l'appétence d'Israël pour les terres.

La véritable motivation de la colonisation, d'abord au Golan puis ensuite dans la Vallée du Jourdain et les zones centrales couvertes de collines, a été celle d'occuper ces terres : les héritiers spirituels et les disciples de Berl Katznelson, et même ceux de sa génération encore vivants à l'époque, n'ont vu aucune raison de ne pas continuer la tâche. Les réalistes comme Levi Eshkol et Pinhas Sapir n'avaient pas de réponse de nature intellectuelle ou morale à cette exigence de poursuivre dans cette voie, qui avait jusque là été considérée comme la seule voie connue du sionisme. De l'autre côté de la carte, on trouvait la Droite révisionniste et le Gush Emounim.

En somme, la droite et la gauche étaient partenaires dans l'action. La ferveur nationaliste-messianique et la volonté d'en finir avec la guerre d'Indépendance se sont confondues dans un même élan en faveur de l'occupation. La totalité de la droite, et la plupart de la gauche — 'Nous sommes de retour sur la terre des Juges et de la dynastie de David', a dit avec émotion le ministre de la défense Moshé Dayan l'été 1967 — portent la responsabilité conjointe de la naissance du désastre dans lequel la société israélienne est plongée. Puisqu'il était impossible de prendre le contrôle des terres de façon légale, une culture de type mafieux du vol, du mensonge et de la fraude s'est développée dans les territoires, dans laquelle les diverses autorités gouvernementales sont toujours plongées, allant des ministres en costume sur mesure jusqu'au tout dernier des policiers transpirant sur le bord des autoroutes. En violation du droit international et de la loi israélienne, en violation des règles élémentaires de justice, en violation de toute logique et des intérêts fondamentaux israéliens, des zones entières ont été confisquées pour les colons, et des sommes folles y ont été englouties.

Mais, au fil des années, le Golem s'est soulevé contre son créateur : lorsque la population s'est mise à réaliser que si le mouvement national juif continue à faire fi des règles universelles en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'État de droit, alors il se condamne à la destruction, et c'est ce qui est déjà arrivé au-delà de la Ligne Verte et qui maintenant menace d'engloutir tout Israël.

C'est ainsi qu'une minorité a pris le contrôle du sort d'une société tout entière et la tient en otage, à cause de l'impuissance idéologique de la gauche et de son manque de force de caractère, de détermination, et de conduite de la nation. Si la société ne trouve pas la force émotionnelle pour arracher le nœud coulant des colons qui l'enserme, rien sinon un triste souvenir ne restera de l'État d'Israël comme il existe de nos jours.

?? (ndt) : Yitzhar est une colonie israélienne dite "illégal", située non loin de Naplouse en Cisjordanie occupée, et dont les colons sont considérés comme particulièrement extrémistes et violents (tant à l'égard des autorités israéliennes que de la population palestinienne).

Zeev Sternhell

?? 15 août 2008

www.france-palestine.org/article9579.html - 32k

7-2 Point de vue de Stuart Littlewood : Le deux poids deux mesures guident la diplomatie occidentale.

Ils sont en train de passer un savon à la Russie pour avoir écrasé la Géorgie, ils sont bien trop couards pour critiquer Israël pour les mêmes violations du droit international et ses crimes contre l'humanité.

Pendant que les fragiles bateaux de la « Liberté » et leurs équipages de courageux volontaires manœuvrent délicatement vers les eaux territoriales palestiniennes pour tenter de briser le siège illégal de la bande de Gaza par Israël, nos dirigeants occidentaux sont encore une fois en train de se prendre les pieds dans leur deux poids deux mesures.

« X a envahi un Etat voisin souverain et menace un gouvernement démocratique élu par son peuple » nous sermonne Bush. « Une telle action est inacceptable au 21ème siècle. Le gouvernement de X doit respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de Y ».

Au signal, le Premier ministre britannique, Gordon Brown, pointe son bec.

L'action militaire de X chez Y « menace la stabilité de toute la région et risque de provoquer une catastrophe humanitaire » gazouille-t-il. « Nous nous consacrons à œuvrer... pour assurer une résolution pacifique et rapide... qui garantisse l'intégrité territoriale et politique de Y ».

Le dirigeant conservateur du Royaume-Uni et attaché au service du Premier ministre, David Cameron, estampille X comme un « *tyran dangereux* » et presse la communauté internationale de réagir et de condamner son action. Il déclare à la BBC : « Le seul langage que les tyrans comprennent c'est quand on leur tient tête... Ce que X a fait ici, c'est un usage massif et disproportionné de la force. Il a enfreint le droit international et il a violé l'intégrité territoriale de Y... Il a agi comme un imposant et dangereux tyran et nous ne pouvons pas le laisser aller de l'avant sans qu'il soit défié. »

Dites-moi, ces hommes d'Etat, les grands espoirs du monde occidental, sont bien en train de parler de la botte de l'armée d'Israël sur la gorge de la Palestine, n'est-ce pas ?

Pas exactement. Ils sont en train de passer un savon à la Russie pour avoir écrasé la Géorgie, ils sont bien trop couards pour critiquer Israël pour les mêmes violations du droit international et ses crimes contre l'humanité.

L'axe US/Israël et son bon à tout faire britannique ne sont pas réputés pour s'inquiéter des autres gouvernements élus démocratiquement par le peuple.

Ils pointent leur nez en Géorgie parce que les oléoducs et gazoducs la traversent et qu'Israël a un certain nombre de gentils contrats d'armes en cours, notamment la fourniture d'engins pilotés à distance (RPVs (*) ou drones), de différents matériels de guerre perfectionnés et de formation pour les troupes à pied de l'armée de Géorgie.

Apparemment, l'armée géorgienne est calquée sur les FDI/FOI (forces de défense israéliennes/forces d'occupation israéliennes), que Dieu vienne en aide à ses voisins !

Et maintenant, on signale que les USA redirigent les armes et les munitions destinées à l'Iraq vers la Géorgie. A cause de la Géorgie et de la couverture tous azimuts des Jeux olympiques de Pékin, j'ai presque oublié que les bateaux de la « Liberté » avaient quitté Chypre pour les eaux territoriales palestiniennes depuis 24 heures, et je n'ai rien vu ni entendu sur leur voyage dans nos principaux médias. Y a-t-il un autre black-out sur toute information qui pourrait attirer l'attention sur l'injustice dévastatrice de la situation ?

Qu'ont à dire les Bush, Brown et Cameron à propos de cette petite mais importante tentative pour faire une brèche dans le siège de Gaza et d'aider à mettre fin à la crise humanitaire qui y est imposée par Israël ? Ne mérite-t-elle pas leur attention ?

Où est l'inquiétude de Bush pour le gouvernement démocratique de Palestine, que lui et ses copains ont essayé de démolir mais dont les vestiges se terrent maintenant à Gaza et y gèrent les affaires ? Où est l'inquiétude de Brown pour l'intégrité et la souveraineté de la Palestine ?

Et où est l'inquiétude de Cameron pour l'usage disproportionné de la force contre les civils palestiniens ? Ces trois héros ont-ils déjà défié le « dangereux tyran » qu'est Israël dans le seul langage qu'il puisse comprendre ?

Les bateaux de la « Liberté », telle une proie facile pour un vaste arsenal de matériels de guerre meurtriers, sont bien décidés à prendre Bush au mot. Ils pallient les carences des Bush, Brown, Cameron et autres patrons des médias occidentaux.

Qu'ils connaissent ou non la réussite dans leur mission d'atteindre la bande de Gaza, saluons ces gens pour avoir défendu l'honneur et la morale de millions d'autres dans le monde civilisé, à l'est comme à l'ouest, qui ne tiennent pas les commandes du pouvoir et qui sont, pour le moment, incapables de virer les déments qui gouvernent.

(*) Véhicules miniatures télécommandés pour tester une zone dont l'atmosphère est susceptible d'être contaminée.

Stuart Littlewood

Stuart Littlewood est l'auteur du livre *Radio Libre Palestine*, qui raconte la situation difficile des Palestiniens sous l'occupation.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : [Radio Libre Palestine](http://www.radio-libre-palestine.net).

Londres, le 12 août 2008 - [Palestine Chronicle](http://www.palestine-chronicle.com) –

Traduction : JPP

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=4909

8 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

8-1 Felipe Pérez Roque : Le Mouvement des pays non alignés appelle à la fin de l'occupation israélienne.

La situation actuelle a démontré que les espoirs qu'ont suscités les conférences d'Annapolis et de Paris, dont le Mouvement des pays non alignés a été exclu malgré la demande palestinienne à cet effet, étaient excessifs, l'optimisme initial s'est assombri suite à la détérioration continue de la situation sur le terrain.

Déclaration du ministre cubain des Affaires Etrangères Felipe Ramón Pérez Roque à la réunion ministérielle du Comité sur la Palestine du Mouvement des pays non alignés.

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Messieurs les délégués :

La situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, a été à l'ordre du jour du Mouvement depuis sa création.

La question palestinienne est sans aucun doute la pierre angulaire de la situation complexe du Moyen-Orient.

Bien que n'étant pas résolue, la tension continuera à s'amplifier dans la région et en même temps, vous ne pourrez résoudre les guerres ouvertes dans cette région troublée de la planète. Le Mouvement des pays non alignés maintient une position immuable de solidarité et de soutien à la cause du peuple frère palestinien. La situation dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est - a été et restera une priorité pour notre Mouvement.

Malgré les récents efforts déployés par la communauté internationale pour relancer le processus de paix dans la région, le Mouvement demeure préoccupé par la situation critique sur le terrain. Le Mouvement a vigoureusement exprimé son rejet du génocide que commet quotidiennement, en toute impunité et de manière flagrante, l'armée d'Israël contre la population civile palestinienne, qui a causé un coût élevé en vies humaines, d'innombrables blessés et dommages, ainsi qu'une énorme destruction matérielle.

Les non-alignés appellent d'urgence à en finir avec la longue et illégale occupation israélienne des territoires arabes depuis 1967, et à la création d'un Etat palestinien, indépendant et souverain, avec Jérusalem-Est comme capitale. Aussi, nous exigeons qu'Israël mette immédiatement un terme à son agression contre la population civile palestinienne et retire immédiatement et sans condition, ses forces militaires des territoires autonomes palestiniens.

Messieurs les délégués :

Le Mouvement a réitéré sa préoccupation devant la détérioration croissante de la situation politique, économique, sociale et humanitaire dans laquelle se trouve le territoire palestinien occupé, en particulier dans la bande de Gaza, suite à la politique et aux pratiques illégales continues d'Israël. Cela a donné lieu à une augmentation des souffrances et des difficultés qu'endure le peuple palestinien.

Dans divers forums multilatéraux, y compris à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité de l'ONU, les pays non-alignés ont exprimé notre ferme condamnation des politiques illégales d'Israël, visant à mieux usurper des terres palestiniennes, et à modifier la composition démographique de ces territoires, grâce à l'expansion de colonies illégales et la construction du mur de séparation autour du territoire palestinien occupé. La construction de cette barrière raciste constitue une violation flagrante du droit international et ne tient pas compte de l'avis consultatif émis par la Cour internationale de Justice le 9 juillet 2004.

En parallèle, la fermeture des territoires palestiniens occupés est devenu normale, avec le bouclage hermétique de tous les points de passage des frontières, au point d'empêcher l'acheminement de vivres à la population.

Ces actions illégales, ces punitions collectives qui touchent les femmes, les personnes âgées et les enfants, menacent d'aggraver encore plus la crise humanitaire et d'accélérer la détérioration de la situation.

Dans le contexte de la grave situation qui prévaut actuellement au Moyen-Orient, et en particulier dans les territoires palestiniens occupés, le Mouvement des pays non alignés réaffirme la responsabilité permanente des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité, de résoudre un conflit qui dure depuis 60 ans.

Il n'est un secret pour personne que l'impunité d'Israël est due en grande partie à la protection que lui offre le Conseil de sécurité et entre autres instances internationales le Gouvernement des États-Unis. Le Conseil de sécurité a été menotté par l'utilisation de 31 vetos de la part des États-Unis au sujet de projets de résolutions concernant la question palestinienne et par d'innombrables menaces pour recourir à cet antidémocratique et obsolète privilège.

La paralysie du Conseil de sécurité dans les circonstances actuelles, est injustifiable. Cet organe doit agir sans plus tarder et faire face à ses responsabilités dans le maintien de la paix et de la sécurité.

La situation actuelle a démontré que les espoirs qu'ont suscités les conférences d'Annapolis et de Paris, dont, le Mouvement des pays non alignés a été exclu, malgré la demande palestinienne à cet effet, étaient excessifs, l'optimisme initial s'est assombri suite à la détérioration continue de la situation sur le terrain.

Le Mouvement des pays non alignés espère pouvoir initier des négociations sérieuses menant à une paix juste, durable et pacifique.

Le Mouvement des pays non alignés a appuyé et continuera d'appuyer le processus de paix au Moyen-Orient, jusqu'à l'obtention d'une résolution complète fondée sur les résolutions 242, 338, 425, 1397 et 1515 du Conseil de sécurité et le principe de Territoire pour la paix .

Précisément, le but de cette réunion ministérielle du Comité sur la Palestine du Mouvement est de renouveler la position ferme des pays non-alignés dans la défense de la lutte du peuple palestinien et d'adopter le projet de Déclaration prévu, au bénéfice des futures actions du Mouvement des pays non alignés sur ce thème.

Permettez-moi de conclure en réaffirmant au nom du Mouvement des pays non alignés, notre engagement continu avec tous les efforts visant à atténuer les souffrances du peuple palestinien et à promouvoir une solution juste et pacifique de la question palestinienne, qui doit passer nécessairement par le respect du droit de Peuple palestinien à l'autodétermination et à la souveraineté et à avoir leur Etat indépendant.

Merci beaucoup.

31 juillet 2008 - Visiones Alternativas –

Vous pouvez consulter cet article à :

<http://va.prensa-latina.cu/index.ph...>

Felipe Pérez Roque

15 août

Traduction de l'espagnol : Charlotte

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=4910

8-2 Gilad Shalit et Salah Hamouri.

Communiqué

L'Association France-Palestine Solidarité tient, en ce 15 juillet 2008, à exprimer une nouvelle fois sa plus vive consternation devant l'incroyable mépris, attentatoire aux valeurs fondamentales de la République et aux droits de l'Homme, dont font preuve les autorités françaises, à commencer par le Président Nicolas Sarkozy, concernant la dramatique situation d'un jeune Franco-palestinien, Salah Hamouri, condamné à une peine de prison de 7 ans par un tribunal militaire israélien.

Alors que de manière systématique le président français évoque le seul cas d'un jeune Franco-israélien, Gilad Shalit, capturé en uniforme tandis qu'il est caporal dans l'armée israélienne qui est une force d'occupation, pour demander sa libération pure et simple sans conditions, il n'a jamais eu le moindre mot pour notre compatriote Salah Hamouri kidnappé par l'armée israélienne et accusé, sans le moindre début de preuve, d'actes hostiles contre le rabbin Yossef Ovadia, chef du parti Shas qui soutient le gouvernement Olmert, ou du moins ce qu'il en reste.

Toutes les démarches effectuées en sa direction pour obtenir la libération du jeune Salah Hamouri se heurtent à des arguties qui partent d'un présumé significatif d'un tropisme dangereux : Israël est un Etat de droit, alors qu'un pays occupant peut difficilement être qualifié comme tel. Tout à la fois il opprime militairement un peuple et il arrête arbitrairement pour les juger ceux qu'il opprime.

Arrêté depuis trois ans sans qu'un seul élément concret ait pu établir le moindre acte de Salah Hamouri contre ledit rabbin, les plus hautes autorités françaises se sont contentées de demander aux responsables israéliens, à la différence notable de Gilad Shalit pour qui libération est demandée, que celui-ci « bénéficie » d'un « procès rapide ».

Au bout de trois ans, et après plus de 20 audiences annulées faute de témoins se présentant à la barre sensés accréditer les termes de l'accusation, la rapidité demandée par les autorités françaises s'est transformée en chantage ignoble posé par les autorités israéliennes. Le suivant : ou bien Salah plaide coupable et ce sont 7

ans de prison, ou bien il refuse et ce sera plus. Placé devant ce choix Salah Hamouri, comme beaucoup dans son cas, a choisi sur les conseils de son avocate de « plaider coupable ».

En conséquence il a été condamné à 7 ans de prison en ayant déjà effectué trois.

Et maintenant les services de la Présidence française se camouflent derrière cette situation aussi éloignée du respect des droits de l'Homme que la Terre l'est du Soleil pour estimer que Salah Hamouri « a reconnu les faits » ! C'est du cynisme pur.

Faudrait-il alors, pour respecter un parallélisme des formes, demander que Gilad Shalit soit traduit devant un tribunal palestinien pour participation à l'action d'une armée d'occupation et ceci bien que français et donc citoyen d'un pays qui n'est pas en guerre, à notre connaissance, contre les Palestiniens ? Faut-il qu'il soit traduit devant les tribunaux français pour cette participation ? C'est absurde.

La Présidence française fait savoir aussi qu'en « marge » de la visite d'Etat du Président Sarkozy en Israël la question de la recherche d'une solution humanitaire pour Salah Hamouri a été posée qui respecte « l'indépendance de la justice israélienne ».

Mais, présent à la réunion constitutive de l'UPM, Ehud Olmert a annoncé qu'il allait procéder à une libération de prisonniers palestiniens suite aux demandes du Président Abbas de même que, ce mercredi 16 juillet, un échange de prisonniers libanais détenus de longue date en Israël aurait lieu afin de récupérer des soldats israéliens retenus au Liban, depuis la dernière guerre, par le Hezbollah. Tout ceci est décidé et effectué dans le « respect de l'indépendance de la justice israélienne » ?

En vérité, dans tous ces cas évoqués, il s'agit seulement et uniquement de décisions politiques.

De même est uniquement et fondamentalement politique le fait que Nicolas Sarkozy demande la libération de Gilad Shalit et pas celle de Salah Hamouri.

Il ne peut y avoir des Français moins français que d'autres. Le droit et le respect des libertés sont d'application universelle ou ne sont pas. Il n'y a pas d'autre voie possible, du moins d'un point de vue des principes.

En conséquence l'AFPS demande solennellement que les autorités françaises mettent tout en œuvre pour obtenir la libération de Salah Hamouri.

Elle en appelle à la conscience, à la justice et à l'équité de tous.

Elle décide, dans ces conditions d'extraordinaire cynisme mettant en cause les valeurs constitutives de la France, de créer les conditions pour franchir une nouvelle étape de mobilisation de l'opinion publique qui soit la plus large et diverse possible pour que la force du droit l'emporte sur le droit de la force de sorte que Salah Hamouri soit libéré et regagne ses foyers dans les plus brefs délais.

AFPS

Paris, le 15 juillet 2008

<http://www.france-palestine.org/article9442.html>

8-3 La révolte de Ni'lin se poursuit et les forces de l'occupation torturent les manifestants.

Les Forces d'Occupation Israélienne ont continué vendredi, le 15/8, à confronter par leur extrême violence les pacifistes palestiniens et internationaux qui protestent régulièrement contre le Mur d'apartheid qui menace la vie des citoyens du village de Ni'lin, situé dans l'ouest de la Ramallah.

Plusieurs pacifistes ont été sauvagement blessés par les troupes armées.

"Au moins un journaliste international a été blessé, lors des agressions perpétrés par les forces armées de l'occupation au sein de centaines de pacifistes palestiniens et internationaux qui protestaient contre la politique de l'occupation qui étouffe et confisque le droit de vie des citoyens palestiniens, notamment ceux de Ni'lin, par le mur de séparation raciste violant la majorité de leur terres agricoles ", ont-elle révélé des sources bien informées.

Malgré tous les moyens de violence des forces armées , gaz lacrymogène, les balles caoutchoucs, les bombes sonores, les eaux contaminées, mais les habitants de ce village en révolte contre la politique du racisme sioniste, continuent leurs manifestations pacifistes et se battent avec une détermination accrue pour leurs droits et contre cette politique d'apartheid.

Les forces occupantes ont assassiné plusieurs palestiniens et blessant d'autres, des enfants et des hommes âgés, au cours de ces manifestations de résistance non violente face à la politique visant à assiéger complètement la vie des citoyens de Ni'lin, car le Mur de séparation raciste menace réellement leur vie quotidienne et s'empare, de la majorité de leur terres agricoles, de leurs ressources de vie.

16/08

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7cww8hkibynojRGQNkKTuXqfuUXz3nHqSbZ%2bgj6tT8ypf4nXvx7lJla9nmDjwwrINBOP2BFqtcUAbN7ubeRBPYg3hlZb%2fMernS%2bKRvvZCW3c%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7cww8hkibynojRGQNkKTuXqfuUXz3nHqSbZ%2bgj6tT8ypf4nXvx7lJla9nmDjwwrINBOP2BFqtcUAbN7ubeRBPYg3hlZb%2fMernS%2bKRvvZCW3c%3d)

8-4 Soutenir la procédure judiciaire historique de Bil'in.

Bil'in fait appel au soutien de tous, et invite ses sympathisants du monde entier à organiser des actions de solidarité pour soutenir et médiatiser la procédure judiciaire que le village a entamée au Canada. Bil'in a aussi besoin de votre aide pour réunir des fonds qui serviront à payer les frais juridiques qui, à ce jour, sont estimés à 50 000 \$.

Lettre du comité populaire de Bil'in

Chers amis,

Comme vous le savez probablement déjà, le village de Bil'in a récemment annoncé qu'il entamait une action en justice sans précédent contre deux entreprises canadiennes, Green Park International Inc. et Green Mount International Inc., les accusant de crimes de guerre. L'action a été introduite devant la Cour supérieure du Québec, qui siège à Montréal au Canada.

Bil'in allègue que ces entreprises ont violé à la fois le droit international et le droit national canadien en agissant à titre d'agents pour l'État d'Israël par le biais de la construction de résidences et autres bâtiments en Cisjordanie, territoire reconnu comme occupé à la suite d'un acte de guerre datant de 1967. La *Quatrième Convention de Genève* et le *Statut de Rome de la Cour pénale internationale* interdisent à une puissance occupante de transférer sa population civile dans un territoire qu'elle occupe à l'issue d'une guerre. De plus, deux lois canadiennes, la *Loi sur les Conventions de Genève* et la *Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre*, comportent les mêmes interdictions. Ces lois s'appliquent à tout Canadien, quel que soit l'endroit au monde où l'infraction a été commise.

Bil'in demande à la Cour suprême du Québec de rendre une ordonnance immédiate afin que ces entreprises mettent fin à leurs constructions illégales et que des dommages et intérêts punitifs soient versés au village. Après avoir obtenu une telle ordonnance au Canada, Bil'in a l'intention de déposer une plainte en Israël pour faire appliquer la décision de la Cour canadienne en Israël et en Cisjordanie.

Cette action historique vise à amener devant les tribunaux des entreprises internationales actives dans la construction de colonies illégales. Le dossier de Bil'in est solide, et le procès mettra en avant les enjeux politiques de la colonisation ainsi que la responsabilité pénale des responsables à l'étranger, et ce, quelle que soit l'issue du procès.

Toutefois, si l'issue s'avérait être victorieuse, d'autres entreprises dans d'autres pays pourraient également être poursuivies pour les mêmes raisons.

<http://www.bilin-village.org/francais/activites-et-soutien/Soutenir-la-procedure-judiciaire-historique-de-Bilin>